



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 17 – Du 30 avril au 6 mai 2021

En bref

Afghanistan : 1,2 M USD de la Banque asiatique de développement pour des projets agricoles.

Bangladesh : Augmentation des transferts de migrants et reprise des exportations au terme des dix premiers mois de l'exercice 2020/21. Les crédits alloués au secteur privé très en deça des objectifs pour l'exercice en cours.

Bhoutan : Le *Druk Gyalpo's Relief Kidu* (DGRK) prolongé pour 15 mois.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Révisions à la baisse des projections de croissance pour l'exercice 2021/22 par Fitch, tout comme *Goldman Sachs* (croissance du PIB à 11,1 %). La deuxième vague pourrait coûter jusqu'à 3 points de PIB selon *Standard & Poor's*; l'exercice de révision des bases pour l'inflation et la croissance pourrait être différé. *Politique monétaire* : Nouvelle série de mesures de la Banque centrale face au durcissement de la pandémie. *Finances publiques* : Les États fédérés obtiendront 150 Mds INR pour leurs dépenses en capital (exercice 2021/22). La deuxième subvention mensuelle de déficit de recettes de 98,7 Mds INR versée à 17 États. *Politique commerciale* : Adoption d'une feuille de route sur 10 ans avec le Royaume-Uni pour renforcer les liens commerciaux bilatéraux. Les États-Unis soutiennent le plan de dispense de brevet pour le vaccin Covid-19 proposé par l'Inde. Accord avec l'UE sur la connectivité entre les deux zones géographiques. *Autres informations* : 2,2 M EUR alloués par la Commission européenne pour lutter contre la pandémie de Covid-19. Augmentation du taux de chômage en avril. 2,8 M d'emplois perdus en Inde rurale en avril. Augmentation des emprunts des entreprises indiennes à l'étranger de 24 % en mars 2021.

Maldives : Hausse du tourisme au cours des quatre premiers mois de l'année 2021.

Népal : Suspension des vols internationaux et domestiques. Hausse de 11,5 % du salaire minimum à 15 000 NPR (126 USD).

Pakistan : La réduction de la dette circulaire de l'énergie confrontée à des difficultés. Mise en place d'un système de prêts à taux réduits pour les travailleurs expatriés. Augmentation des recettes fiscales au terme des dix premiers mois de l'exercice en cours. Hausse du nombre d'entreprises enregistrées en avril. Élection de Shamshad Akhtar à la présidence du *Pakistan Stock Exchange* (PSX).

Sri Lanka : Préviction de croissance du PIB à +6 % en 2021 selon la Banque centrale. Hausse de la production agricole de 2,3 % en 2020. Chute du montant des investissements étrangers en 2020.

Afghanistan

1,2 M USD de la Banque asiatique de développement pour des projets agricoles

La Banque asiatique de développement contribuera au financement d'une usine de traitement de cacahuètes pour 1 M USD, soit un tiers du financement total, et au financement d'une usine de traitement de raisins pour 180 000 USD (sur un total de 320 000 USD). Ces financements s'inscrivent dans le cadre du programme *Horticulture Value Chain Development Sector Project* du ministère afghan de l'agriculture, soutenu par la BASD à hauteur de 75 M USD et approuvé en 2018.

Bangladesh

Augmentation des transferts de migrants au terme des dix premiers mois de l'exercice 2021

Les transferts de fonds de la part des expatriés s'élèvent à 20,7 Mds USD sur la période juillet 2020-avril 2021 contre 14,9 Mds USD en g.a., marquant ainsi une progression spectaculaire de 39%. Sur le seul mois d'avril, les transferts se sont élevés à 2,1 Mds USD.

Ces bons chiffres, qui contredisent les prévisions négatives de la Banque mondiale, sont surtout le reflet d'un recours moindre au *hundi*, transferts informels, limité par des liaisons aériennes moins fréquentes, d'une bonne tenue du taka vis-à-vis du dollar US et des dispositions pratiques prises par les banques pour canaliser cette épargne.

Ces bons résultats sont aussi portés par la décision d'inclure dans le budget depuis deux ans une incitation financière de 2 % (le bonus est versé sur le compte sans contrôle pour les virements jusqu'à 1500 USD), pour réduire l'usage des canaux non-officiels (qui représenteraient encore plus de la moitié des transferts depuis l'étranger). Le gouvernement a ainsi budgété 30,6 Mds BDT (330 M EUR) cette année.

La Banque centrale prévoit pour l'exercice 2020/21 clos fin juin prochain un montant record

de 25 Mds USD après 18,2 Mds USD en 2019/20 et 16,5 Mds USD en 2018/19.

Reprise des exportations au terme des dix premiers mois de l'exercice 2020/21

Les exportations de biens, dominées par la filière de la confection (84 % en valeur) progressent ; sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2021 (juillet-avril), elles atteignent 32,1 Mds USD contre 29,5 Mds USD en g.a., soit une hausse de près de 9 %.

Le secteur du textile-habillement a exporté pour 26 Mds USD (+6,3 %), dont 14 Mds USD d'articles de tricot (+15 %) et 12 Mds USD de produits de confection (-3 %). Les ventes de linge de maison (*Home textile*) atteignent 1 Md USD (+54 %).

Ce phénomène de rattrapage observé sur tous les secteurs (excepté les produits de la mer) ne permettra pas d'atteindre l'objectif très ambitieux de 41 Mds USD à la fin juin, mais dépassera le niveau atteint en 2019/20 (33,4 Mds USD), qui marquait un recul de 17 % sur l'exercice précédent.

Les crédits alloués au secteur privé très en deçà des objectifs pour l'exercice en cours

La faible demande intérieure et l'incertitude causée par la pandémie de la Covid-19 contribuent à freiner les projets d'investissements privés. En baisse régulière depuis août 2019 quand il avait atteint 10,7 %, et tombé à un étiage de 8,6 % en juin, le taux de croissance annuel des crédits privés est retombé à 8,8 % fin mars, soulignant l'inquiétude des investisseurs face à la seconde vague qui s'amplifie.

Pour rappel, la Banque centrale a dû réviser à la baisse en décembre dernier sa prévision de croissance des crédits au secteur privé pour l'exercice en cours, à 11,5 % contre 14,8 %, quand le taux plafonnait à 8,3 % en fin d'année.

Bhoutan

Le *Druk Gyalpo's Relief Kidu (DGRK)* prolongé pour 15 mois

Le programme DGRK de soutien aux salaires et aux paiements des intérêts des prêts, d'abord prévu pour un an (avril 2020 – mars 2021) a été prolongé pour 15 mois à partir d'avril. Ce programme a bénéficié à 37 000 foyers l'année dernière et 140 000 prêts ont été soutenus. Pour la première semaine de mai, 25 000 personnes se sont enregistrées (dont ceux qui avaient bénéficié du programme l'année précédente et qui doivent s'enregistrer à nouveau), pour recevoir cette aide, dont 77 % pour le soutien mensuel aux salaires.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Révisions à la baisse des projections de croissance pour l'exercice 2021/22 par Fitch

Fitch Solutions a ramené ses prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 de 12,8 (prévision datant de fin mars) à 9,5 %. Alors que les mesures de confinement pèseront sur la reprise économique en cours, l'agence de notation a estimé que l'impact réel serait probablement beaucoup moins grave par rapport au premier confinement national de 67 jours de 2020. L'agence a ajouté que les estimations de croissance pourraient subir une nouvelle révision à la baisse en fonction de l'évolution de la situation sanitaire.

Tout comme *Goldman Sachs* qui table sur une croissance du PIB à 11,1 % en 2021/22

Goldman Sachs a révisé les prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour 2021/22 à 11,1 %, contre 11,7 % à la suite du durcissement de la pandémie de Covid-19 et du reconfinement en cours dans de nombreux États et villes. Même si l'impact de ce reconfinement semble beaucoup moins fort que celui de l'an dernier, la récente

baisse des indicateurs de services, tels que les transports ou le fret (notamment ferroviaire), a conduit à une révision à la baisse des estimations du PIB. La banque a en outre déclaré qu'un rebond de l'activité économique était attendu au cours du trimestre qui s'achèvera en septembre 2021, ce qui suppose que les restrictions actuelles puissent quelque peu s'atténuer au cours de cette période.

La deuxième vague pourrait coûter jusqu'à 3 points de PIB selon *Standard & Poor's*

Pour *S&P Global Ratings*, la deuxième vague de Covid-19 est susceptible de frapper la reprise économique à court terme et ramener la croissance de l'exercice actuel en deçà de 10 %. Son économiste en chef Asie-Pacifique, Shaun Roache, estime que l'impact sur le PIB pourrait être d'environ un à trois points de pourcentage. Andrew Wood, directeur Asie-Pacifique Sovereign Ratings de cette maison, considère toutefois que l'Inde dispose encore de bonnes perspectives de reprise au cours des trois à quatre prochaines années. La poursuite de sa reprise une fois que la vague épidémique actuelle se sera calmée sera essentielle pour stabiliser les paramètres budgétaires et de la dette publique.

La deuxième vague devrait retarder l'exercice de révision de base pour l'inflation et la croissance

La deuxième vague Covid-19 devrait retarder l'enquête sur les dépenses de consommation en 2021/22. Par conséquent, l'exercice de révision de la base des principaux indicateurs macroéconomiques du pays, tels que l'indice des prix à la consommation (IPC) et le produit intérieur brut (PIB), sera encore retardé, ce qui soulèvera des problèmes de qualité des données. Les indices macroéconomiques doivent être révisés tous les cinq ans pour suivre les changements structurels des habitudes de dépenses. Les économistes s'inquiètent également de données macroéconomiques obsolètes, car elles pourraient peser sur l'élaboration de politiques efficaces. Pour rappel, les résultats de la dernière enquête effectuée pour l'exercice 2017/18 n'ont pas été intégrés par le gouvernement. Ce dernier a en effet conservé

pour le moment la période 2011/12 comme exercice de base.

Politique monétaire

Nouvelle série de mesures arrêtées par la Banque centrale face au durcissement de la pandémie

La Banque centrale (RBI) a annoncé le 5 mai plusieurs mesures pour protéger les PME et les emprunteurs individuels de l'impact négatif de la deuxième vague de COVID-19 à travers le pays. La RBI a mis en place un nouveau cadre de Resolution 2.0 pour les particuliers et les MPME dont l'exposition totale pouvait aller jusqu'à 250 M INR et qui n'ont pas bénéficié d'une restructuration antérieure.

La RBI a également annoncé l'achat de titres gouvernementaux de 350 Mds INR à date du 20 mai, dans le cadre du GSAP nouvellement introduit. Pour rappel, la RBI a prévu des achats qui peuvent aller jusqu'à 1000 Mds INR sous GSAP au T1 2021/22, dont la première tranche d'un montant de 250 Mds INR a déjà été réalisée.

De même, des dispositions ont été prises à l'égard du secteur financier non bancaire (NBFC). Désormais, les prêts consentis aux institutions de microfinance seront classés comme prêts au secteur prioritaire.

Finances publiques

Les États fédérés obtiendront 150 Mds INR pour leurs dépenses en capital pour l'exercice 2021/22

Le ministère des Finances fournira un montant supplémentaire de 150 Mds INR (environ 2 Mds USD) aux États dans le cadre du «programme d'aide financière aux États pour les dépenses d'équipement» au titre de l'exercice budgétaire 2021/22. Dans le cadre de ce programme, une aide financière est fournie aux États sous la forme d'un prêt sans intérêt de 50 ans. En 2020/21, 120 Mds INR ont été alloués au programme, dont 118,3 Mds ont déjà été débloqués.

La deuxième subvention mensuelle de déficit de recettes de 98,7 Mds INR versée à 17 États

Le ministère des Finances a procédé au transfert de la deuxième tranche mensuelle de la subvention du déficit des recettes de 98,7 Mds INR à 17 États (1,3 Mds USD). Au total, 197,4 Mds INR (2,7 Mds INR) ont été débloqués aux États éligibles en tant que subvention de déficit de revenus post-dévolution (PDRD) au cours de l'exercice en cours. Pour rappel, les subventions de déficit de recettes sont accordées aux États en vertu de l'article 275 de la Constitution et sont libérées par versements mensuels (conformément aux recommandations de la 15e Commission des finances) pour combler le déficit de revenus des États après la déconcentration.

Politique commerciale

Adoption d'une feuille de route sur 10 ans avec le Royaume-Uni pour renforcer les liens commerciaux bilatéraux

L'Inde et le Royaume-Uni ont lancé un partenariat commercial renforcé qui envisage de faciliter l'accès au marché dans des secteurs spécifiques et ont dévoilé des plans pour finaliser un accord commercial intérimaire d'ici la mi-2022 en tant que précurseur d'un accord de libre-échange.

Lors d'un sommet virtuel entre Narendra Modi et Boris Johnson, les deux parties se sont également fixé comme objectif de doubler le commerce bilatéral d'ici 2030 et ont adopté la feuille de route 2030 pour élever les liens vers un partenariat stratégique global au cours de la prochaine décennie.

Les deux pays ont également signé huit accords, dont un protocole d'accord sur un partenariat sur la migration et la mobilité qui facilitera la circulation légale des étudiants, comme des professionnels, et renforcera la coopération dans la lutte contre la migration illégale.

Les autres accords portent sur les technologies émergentes, les infrastructures numériques et les politiques de données, la coopération dans les télécommunications et les TIC, la coopération

douanière et la coopération en matière de réglementation des produits médicaux.

Les États-Unis soutiennent le plan de dispense de brevet pour le vaccin Covid-19 proposé par l'Inde

La représentante au commerce des États-Unis, Katherine Tai, a annoncé la position officielle des États-Unis, alors que l'OMC est en pourparlers sur une éventuelle dérogation temporaire de ses protections qui permettrait à davantage de fabricants de produire des vaccins vitaux. L'annonce est intervenue quelques heures après une réunion à huis clos sur ce point, qui rassemblait des ambassadeurs de pays en développement comme de pays développés.

Accord avec l'UE sur la connectivité

L'Accord de connectivité entre l'Inde et l'Union européenne devrait ouvrir un nouveau chapitre dans les relations entre les deux zones géographiques et permettre de créer des actifs dans les pays tiers, en particulier dans la région indopacifique. L'accord de connectivité reliera l'Inde et l'UE dans les transports, l'énergie et le monde numérique. L'accord de connectivité s'appuie à la fois sur un ordre qui repose sur des règles, mais implique aussi le secteur privé, à charge pour celui-ci de créer des actifs dans la région indopacifique sans alourdir le pays tiers de dette.

Autres informations

2,2 M EUR alloués par la Commission européenne pour répondre à la flambée de Covid-19

La Commission européenne a annoncé l'allocation d'une enveloppe de 2,2 M EUR de financements d'urgence pour répondre à la flambée des cas de Covid-19 en Inde. Selon une déclaration des opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire, le financement soutiendra l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour une prise en charge de 6 mois des patients atteints de Covid-19, ainsi que le renforcement des capacités des laboratoires pour les tests de Covid-19.

Augmentation du taux de chômage début avril

Le taux de chômage en Inde s'est dégradé au cours des deux premières semaines d'avril et il devrait être proche, pour le mois d'avril, de 8 %, contre 6,5% en mars. Selon le CMIE (*Center for Monitoring Indian Economy*), le mois d'avril pourrait être le troisième mois consécutif de détérioration du taux d'emploi en raison d'une moindre capacité à absorber l'offre de main-d'œuvre. D'après le CMIE, sur les 44 M de chercheurs d'emplois, 86 % ont moins de 30.

2,8 M d'emplois perdus en Inde rurale en avril

Selon les données mensuelles du même CMIE, le nombre de salariés en milieu rural a été ramené de 33,5 M en février à 30,7 M en mars et 27,9 M en avril, conséquence directe des effets du durcissement de la pandémie sur le marché du travail rural. Les pertes d'emplois pour la classe salariée dans la ceinture rurale indienne ont été près de quatre fois et demie plus élevées que le nombre d'emplois salariés perdus dans les poches urbaines en avril. Au total, 3,4 M d'emplois salariés ont été perdus au cours du mois. Les économistes anticipent un impact négatif sur la consommation rurale et la reprise économique, comme une paupérisation accrue d'une partie de la classe moyenne indienne.

Augmentation des emprunts des entreprises indiennes à l'étranger de 24% en mars 2021

D'après les chiffres publiés par la Banque centrale, les emprunts commerciaux externes des entreprises indiennes ont augmenté de plus de 24 % pour atteindre 9,2 Mds USD en mars 2021 (contre 7,4 Mds USD un an auparavant). Sur le total des emprunts de mars 2021, 5,4 milliards USD ont été réalisés via les emprunts commerciaux externes (BCE), tandis que le reste de 3,9 milliards USD a été récolté via la levée de fonds sur les marchés internationaux.

Maldives

Hausse du tourisme au cours des quatre premiers mois de l'année 2021

Entre le 1^{er} janvier et le 3 mai, 399 320 touristes sont arrivés, soit une croissance de +4,3 % par rapport à la même période en 2020, mais une chute de -39,5 % par rapport à celle de 2019. 3247 arrivées quotidiennes ont été comptabilisées en moyenne sur la période étudiée de 2021. Les deux premiers pays émetteurs sont respectivement la Russie avec une part de marché de 22,4 % puis l'Inde (21,9 %). La France se classe à la 10^{ème} position pour une part de marché de 2,3 %. Les recettes fiscales issues du tourisme ont atteint 613 M USD sur la période janvier et février 2021 (+4,8 % en g.a). Pour rappel, 555 494 touristes sont arrivés aux Maldives (par avion) en 2020, soit un effondrement de -67,4 % en glissement annuel.

Népal

Suspension des vols internationaux et domestiques

Le pays a suspendu tous les vols internationaux et domestiques, à l'exception de deux vols par semaine entre New Delhi et Katmandou, alors que l'épidémie s'aggrave. Le Népal compte actuellement environ 336 300 cas, dont 48 711 actifs. Les vols sont suspendus jusqu'au 14 mai.

Hausse de 11,5 % du salaire minimum à 15 000 NPR (126 USD)

Le salaire minimum sera donc relevé de 13 450 à 15 000 NPR par mois à partir de 2021/22 (mi-juil. – mi-juin). Le salaire minimum a été instauré en 2007 à 3 300 NPR et a depuis lors été révisé 7 fois. Selon la *Labour Law* de 2017, le salaire minimum doit être révisé tous les deux ans et aurait dû l'être l'année dernière. Mais, en 2018/19, le gouvernement avait déjà rehaussé le salaire minimum de 38,7 % à 13 450 NPR.

Pakistan

La réduction de la dette circulaire de l'énergie confrontée à des difficultés

Objectif affiché par le programme de facilité de crédit (EFF) mis en place avec le FMI, la réduction de la dette circulaire fait face à plusieurs obstacles. Selon le département de l'énergie pakistanais, ces difficultés s'expliqueraient par l'allocation budgétaire inadéquate du ministère des Finances au secteur, qui serait la source d'un déficit initial de 3,6 Mds USD (553 Mds PKR) au commencement de l'exercice budgétaire 2021/22 (juil.-juin). Avec une hausse d'environ 2,8 Mds USD (436 Mds PKR), la dette circulaire devrait atteindre 16,8 Mds USD (2587 Mds PKR) au 30 juin 2021.

Pour rappel, les autorités se sont engagées dans le cadre du programme FMI à assainir le secteur par le biais de divers ajustements tarifaires, accompagnés d'économies liées à une réforme de la gouvernance du secteur. En parallèle, les autorités s'étaient engagées à allouer 4,8 Mds USD (740 Mds PKR) sur deux ans. À la source de ces futures difficultés selon le département de l'énergie, les enveloppes budgétaires pour les exercices budgétaires 2021/22 et 2022/23 seraient respectivement de 1,8 Md USD (281 Mds PKR) et 1 Md USD (155 Mds PKR).

Parallèlement, le ministre des Finances a réitéré l'engagement du gouvernement fédéral à réduire le volume de la dette circulaire de l'énergie, mais a affirmé qu'il serait impossible de procéder à la hausse des tarifs amorcée par l'ancien ministre des Finances Abdul Hafeez Shaikh. La hausse de l'inflation, la troisième vague de Covid-19 et le coût conséquent que représente cette hausse pour les ménages en seraient les principales raisons. Quatrième ministre des Finances en moins de trois années, Shaukat Tarin a également critiqué le taux directeur de la Banque centrale, selon lui anormalement élevé (13,25 %) entre juillet 2019 et mars 2020.

Mise en place d'un système de prêts à taux réduits pour les travailleurs expatriés

L'assistant spécial du Premier ministre (SAPM) chargé des Pakistanais de l'étranger et du développement des ressources humaines, a indiqué que le projet « *Kamyab Mazdoor* » serait institutionnalisé dans un futur proche. Cette initiative a pour ambition d'encourager les travailleurs pakistanais expatriés à revenir au pays afin d'y créer une entreprise en bénéficiant de prêts à taux réduits. En parallèle, l'assistant spécial du Premier ministre a affirmé vouloir inclure les travailleurs expatriés, ainsi que ceux du secteur informel, dans le cadre du système des retraites (*Employees Old-Age Benefits Institution*) en leur permettant de verser des cotisations.

Augmentation des recettes fiscales au terme des dix premiers mois de l'exercice en cours

Selon les données du *Federal Board of Revenue*, les recettes de la collecte fiscale atteignent 24,6 Mds USD (3780 Mds PKR) sur les dix premiers mois de l'exercice budgétaire 2020/21, soit une hausse de 13,9 % en glissement annuel, en comparaison des 21,6 Mds USD (3320 Mds PKR) récoltés l'année précédente. Sur la période considérée, les douanes pakistanaises ont collecté 4 Mds USD (606 Mds PKR) de taxes, tandis qu'une valeur estimée de 320 M USD (48,6 Mds PKR) a été saisie en marchandises de contrebande.

Hausse du nombre d'entreprises enregistrées en avril

Le développement des démarches en ligne et simplification des processus ont conduit à une progression du nombre d'entreprises enregistrées auprès de la *Security & Exchange Commission of Pakistan* (SECP). Avec un total de 2185 sociétés, le mois d'avril 2021 connaît une augmentation de 186 % du nombre d'entreprises enregistrées, en comparaison du mois d'avril 2020. Pour la première fois, c'est le secteur des technologies de l'information qui occupe la première place avec 194 nouvelles entreprises enregistrées dans ce secteur sur le mois considéré. Le secteur des TIC est suivi par le secteur du commerce (180 entreprises), de la

construction (117), de l'import/export (115), et des services de conseil (110).

Élection de Shamshad Akhtar à la présidence du *Pakistan Stock Exchange* (PSX)

L'ancienne Gouverneure de la Banque centrale (State Bank of Pakistan) et ex-ministre des finances par intérim, Shamshad Akhtar, a été élue première femme présidente du Pakistan Stock Exchange (PSX). Éluë à l'unanimité, elle devient la première femme présidente de la PSX. Elle a également effectué une grande partie de sa carrière au sein de la Banque asiatique de Développement.

Sri Lanka

Prévision de croissance du PIB à +6 % en 2021 selon la Banque centrale

Dans son rapport annuel publié le 30 avril, la Banque centrale (CBSL) prévoit une croissance du PIB de Sri Lanka de +6 % en 2021 contre -3,6 % en 2020, plus importante récession depuis l'indépendance du pays. Le PIB en 2020 est estimé à 80,7 Mds USD (contre 84 Mds en 2019) et le PIB *per capita* à 3682 USD (3852 en 2019). Le déficit public s'est creusé en 2020, à -11,1 %, contre -9,6 % en 2019. Quant au solde de la balance des transactions courantes, celui-ci s'est amélioré, à -1,3 % du PIB en 2020, grâce au faible prix du pétrole et aux restrictions sur les importations, contre -2,2 % précédemment. La dette publique de l'Etat a représenté 101 % du PIB en 2020 (86,8 % en 2019). La Banque centrale projette une baisse à 98 % cette année. L'inflation a été de +4,6 % en l'an dernier contre +4,3 % en 2019, et devrait rester stable cette année, à +4,3 % selon les prévisions de la CBSL.

Hausse de la production agricole de 2,3 % en 2020

Selon l'Indice de la production agricole publié par la Banque centrale (API; Base 100 en 2007-2010), qui mesure la production du secteur agricole et de la pêche, celle-ci a enregistré une hausse de +2,3 % en 2020 (indice à 129). La production de riz a atteint un record historique

en 2020 (5,1 M t ; +11,5 % en g.a), grâce à des conditions météorologiques favorables et aux mesures gouvernementales. A l'inverse, la production de thé a chuté de -7,1 % à 279 M kg l'an dernier, à cause d'une météo peu favorable à ce type de plantation et à un accès plus difficile à la main d'œuvre du fait des restrictions imposées pour lutter contre la pandémie du COVID-19. Quant à la production de caoutchouc, celle-ci a cru de +4,6 % à 78,2 M kg. La production de noix de coco et celle du secteur de la pêche ont baissé de respectivement -9,5% (API de 98,6) et -15,2 % (API de 128,5).

d'investissements directs étrangers (IDE) vers les sociétés enregistrées auprès du *Board of Investment* (BOI) à Sri Lanka ont chuté à 687 M USD contre 1,2 Mds USD en 2019, soit - 42,2 %. Cette baisse a concerné l'ensemble des secteurs économiques. Les secteurs manufacturiers, des services et des infrastructures ont respectivement reçu 192 M USD, 111 M USD et 383 M USD en IDE. Le montant des projets approuvés en 2020 par le BOI a été de 406,3 Mds LKR (2,1 Mds USD, au taux 1 USD = 196 LKR) soit un effondrement de -91,4 % par rapport à 2019.

Chute du montant des investissements étrangers en 2020

Dans son rapport annuel pour l'année 2020, la Banque centrale (CBSL) indique que les flux

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	C	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

Avec le concours des Services économiques du Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka

Pour s'abonner :

patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo :

© DG Trésor